



**INTER-PARLIAMENTARY UNION (IPU)  
UNION INTERPARLEMENTAIRE (UIP)**

Genève, 20 novembre 2006

**21 novembre - Journée mondiale de la télévision  
Le succès des chaînes parlementaires atteste l'intérêt du public pour les travaux  
parlementaires**

**B-Roll - Descriptif version française  
(Voir également version anglaise en annexe)**

01.05 Visite au Siège de l'Union européenne de radio-télévision (UER) à Genève pour les participants à la Conférence sur les parlements, les chaînes parlementaires et les diffuseurs publics, organisée par l'Union interparlementaire (UIP), l'UER, et l'Association des secrétaires généraux des Parlements (ASGP), le 19 octobre 2006 à Genève

01.19 **M. Jean Réveillon, Secrétaire général de l'UER**  
Il était très important de débattre, entre nous, de la manière dont sont couverts, dans vos différents pays, les travaux parlementaires. Parce que c'est une excellente idée, et je pense que notre journée sera fructueuse.



01.53 **Images du Centre international de conférences de Genève (CICG).**

02.01 **M. Anders B. Johnsson, Secrétaire général de l'UIP** (original anglais).

Lorsque l'UER a contacté l'UIP et l'ASGP - vous savez ce que signifient ces abréviations - et a suggéré d'explorer les pistes d'une coopération dans ce domaine, l'UIP et l'ASGP - je sais que mon ami Anders Forsberg dira dans quelques instants quelle fut la réaction de l'ASGP, ont accepté l'idée avec enthousiasme.



02.34 **M. Anders Forsberg, Président de l'ASGP** (original anglais).

L'idée d'une retransmission par internet est celle de donner au public un accès libre et total aux débats et autres activités parlementaires. En travaillant dans ce sens, nous montrons notre respect pour le droit des citoyens à constater par eux-même ce qui se passe au Parlement.



03.04 **M. Fritz Pleitgen, Président de l'UER, Directeur général de WRD et fondateur de Phoenix** (original anglais).

L'omniprésence des médias et leur soif d'information instantanée et de courte durée, chaque pensée, idée ou discours émanant du Parlement ou de tout autre milieu politique, sont publiés immédiatement. En fait, il est devenu pratiquement impossible pour les parlementaires de se libérer de cette "loi de la nature", en admettant d'ailleurs qu'ils le souhaitent.



03.45 **M. Dan Landau, ancien Directeur de la chaîne parlementaire de la Knesset** (original anglais. 2 parties).

Le fait est que les parlements ont du mal à faire passer leurs messages, qui, franchement, sont considérés comme plutôt ennuyeux par les médias, et en particulier par les chaînes commerciales. Cela ne fait tout simplement pas vendre. Les parlements souffrent de l'image peu glorieuse de leurs membres. Mais soyez certains que les politiciens ne perdront jamais une occasion d'être à la télévision. Donc, pour commencer, tenez-en compte. Mais soyez attentifs à limiter leur contrôle en ce qui concerne le contenu. Et si vous avez un parlement bicaméral, sachez que la seconde chambre va aussi demander sa part de visibilité et qu'elle peut avoir ses propres intérêts. Les hommes politiques ont tendance à voir les choses sous un angle politique: gauche contre droite, minorité contre majorité, coalition contre opposition, après tout, c'est ce qui caractérise un parlement. Et vous constaterez bien vite que votre nouvelle petite chaîne de télévision est devenue un pion dans le jeu politique.



04.43 **M. Carlos Hoffmann, Secrétaire général du Parlement chilien**

Je pense que la question de fond qui nous réunit aujourd'hui est de savoir comment garantir de façon efficace le droit et l'aspiration des citoyens à être en contact, de manière interactive, avec les autorités et leurs représentants au Parlement. Le contexte historique et social de ce débat est délicat. Il se caractérise par une crise de légitimité évidente au niveau mondial. L'attitude des citoyens face à la politique démontre - à plus ou moins grande échelle - un désintérêt, un désenchantement et une apathie évidente, selon les nombreuses études et enquêtes théoriques qui ont été faites dans le monde entier.



05.46 **M. Boris Bergant, Vice-Président de l'UER** (original anglais. 3 parties).

Nous avons voulu avoir une consultation interne et au delà de nos frontières, et c'est d'ailleurs la première fois que nous le faisons depuis la création du service public de radio-télédiffusion. Nous nous réjouissons de trouver des solutions, en ce qui concerne les bonnes pratiques, qui pourront être utiles à tous. Je dirais qu'il existe au moins quatre conditions pour avoir un véritable service public audiovisuel. La première condition est l'indépendance. Le service public de l'audiovisuel doit être indépendant du politique, je veux dire d'une seule tendance politique. Il doit être indépendant par rapport à des intérêts économiques et à toutes sortes de groupes de pression, mais en même temps ouvert à tous. La deuxième condition est, bien entendu, le pluralisme, et pas seulement politique. Nous devons avoir une approche pluraliste en présentant nos différents types de culture, qu'il s'agisse de la culture moderne, classique, de la culture de masse ou de la culture d'élite. Nous devons être ouverts à toutes les minorités, car une des tâches principales du service public est par exemple la diffusion d'information sur les minorités ethniques; puisque aucune autre chaîne commerciale n'oserait le faire. Donc, pluralisme dans le sens large du mot. La troisième condition est, je dirais, la crédibilité. Mais vous ne pouvez être crédibles que si vous présentez des programmes de qualité. Enfin, la quatrième condition d'un service public de l'audiovisuel est, justement parce il est public, la responsabilité de rendre des comptes. Cela veut aussi dire la transparence. Dans tous les sens du terme, mais aussi dans le sens économique. Parce que nous sommes financés par le public, nous devons rendre des comptes à ce public.



07.33 **M. Joe Phaweni, chef de l'Unité de l'élaboration des politiques au Parlement sud-africain** (original anglais. 2 parties).

La majorité des Sud-Africains vivent dans les régions rurales. Ils sont pauvres et sans emploi. L'électricité et ses bienfaits sont un signe de développement pour nombre de ceux qui vivent dans les zones rurales. Posséder un poste de télévision est un luxe que de nombreuses personnes vivant dans ces régions n'ont pas les moyens de s'offrir. Donc, à ce stade de notre développement et en tant que nouvelle démocratie, nous ne pouvons pas parler de chaîne parlementaire, si notre intention est de pouvoir atteindre aussi les personnes qui vivent dans ces régions reculées. Les activités parlementaires ont un impact sur la vie des citoyens, le public doit donc s'engager et participer activement au processus parlementaire. La nature de la fonction du Parlement sud-africain a un impact sur le travail des journalistes et des médias. De ce fait, il y a une nécessité pour le Parlement et les médias de travailler ensemble pour augmenter la couverture de ce qui se passe au Parlement.



08.53 **M. Peter Knowles, Directeur de la chaîne BBC Parliament** (Royaume-Uni. Original anglais. 2 parties)

Offrir des débats parlementaires et un journalisme qui y est étroitement lié et de façon constante est quelque chose de très important. En terme de grille horaire. Permettez-moi juste de dire deux mots au sujet du mot "strip", pour aider nos excellents traducteurs qui sont dans leurs cabines et qui font un travail formidable. En



anglais, "stripping" signifie deux choses: premièrement enlever tous vos vêtements et deuxièmement, c'est un terme utilisé en jargon TV, qui veut dire diffuser des programmes dans des cases horaires spécifiques, vu de l'extérieur. Chaque fois que je le peux, je fais en sorte que nous puissions diffuser des programmes dans des tranches d'horaires spécifiques, pendant la semaine: quatre, cinq ou sept jours par semaine, dans la même case horaire et à la même heure. C'est très important d'aider les téléspectateurs qui ont accès à une centaine de chaînes différentes, de trouver ce qu'ils cherchent. C'est vraiment très important. Je voudrais insister auprès de vous qui êtes concernés ou qui dirigez des chaînes parlementaires, pour que vous étudiiez le meilleur moyen d'obtenir un accord de coopération avec les réseaux de radio et télé-diffusion dans vos pays, pour pouvoir bénéficier de ces cases horaires régulières. Parce que l'impact que cela peut avoir en terme d'audience est déterminant. Vous pourrez avoir une plus grande audience, si vous pouvez commuter les débats parlementaires, sur les créneaux horaires des journaux télévisés.

10.16 **M. Terry Murphy, Vice-Président et Producteur exécutif des Programmes de C-SPAN (Etats-Unis. Original anglais. 2 parties).**

Dans le monde des chaînes parlementaires, nous sommes uniques. Nous sommes une entreprise privée, à but non lucratif, un réseau non commercial et non gouvernemental. Tous nos fonds proviennent des compagnies de communication qui nous soutiennent. Elles nous versent environ 4,5 cents par abonné et - je suis désolé de le dire - notre budget est de 35 à 40 millions de dollars par année. Nous avons



quelque 260 employés - mais nous avons mis du temps pour y arriver. Tous nos employés sont basés à Washington et nous disposons aujourd'hui de trois chaînes de télévision, d'une station de radio, qui nous permet d'être écoutés dans tout le pays, et nous pouvons disposer, quotidiennement, d'une douzaine de sites internet. Notre couverture des activités du Congrès [des Etats-Unis] ne représente que le 20% de nos programmes. Le reste de nos programmes concerne la couverture des activités d'autres groupes. Certains jours, il peut y avoir une quarantaine de réunions de groupes différents, hors de Washington, et nous ne pouvons en couvrir que quatre ou cinq. Nous décidons dès lors lesquelles de ces quatre ou cinq réunions nous allons couvrir. En tant que compagnie privée, c'est notre décision.

11.24 **M. Dawood Kuttab, Directeur de l'Institut des Médias contemporains, Université Al Qods (Ramallah. Original anglais. 2 parties).**

Parfois, le fait d'être modeste peut s'avérer très utile. La plupart des Palestiniens ne savaient même pas à quoi ressemblaient les membres de leur Parlement. Le fait de les montrer à la télévision - en faisant abstraction de ce que nous avons entendu à propos de l'ennui que peut susciter le Parlement - a été pour nous passionnant, pour savoir par exemple à quoi ressemblaient nos représentants politiques et qui ils étaient. Auparavant, les gens n'avaient



jamais rien su sur eux. Ils ne les avaient même jamais vus, c'est pourquoi nous les avons montrés à la télévision. Lorsque j'ai voulu diffuser les activités du Parlement palestinien, j'ai eu une vive discussion portant sur trois points de litige avec le Président du Parlement. Premièrement, il voulait contrôler la diffusion. Je savais que s'il la contrôlait, cela finirait par devenir une sorte de propagande, du style : il a rencontré tel groupe, il est allé à tel et tel endroit, il a coupé le ruban à telle occasion, etc. Cela n'aurait pas correspondu à ce que les gens voulaient. Le Président voulait ensuite que les travaux du parlement soient diffusés le soir - alors que les séances

ont lieu pendant la journée - et j'ai insisté pour que la diffusion se fasse en direct. Le troisième problème était qu'il voulait qu'il y ait un montage des images. J'ai dit que les débats devaient être diffusés en direct et sans montage. Voilà les principes de base auxquels je tiens, parce que je crois que si nous n'obtenons pas cela, nous ne donnerons pas au public ce qu'il demande.

12.44 **M. Peter Vickers, Responsable marketing et commerce à l'UER - opérations Eurovision** (original anglais).

Nous voudrions suggérer la création d'un forum qui vous permettrait d'échanger, librement, entre vous, le contenu des programmes diffusés par votre chaîne de télévision, avec le contenu des programmes des autres chaînes parlementaires. Par exemple, dans le cas d'un vote de confiance en France, cela pourrait intéresser, j'imagine, d'autres chaînes parlementaires à travers le monde. Nous parlons d'un forum, d'une sorte de marché, qui vous permettrait d'échanger ce type de contenu. Notre suggestion est que cela se fasse sur une base réciproque, sans droits d'auteur, sans transaction financière à ce stade. Nous, à l'Eurovision, nous serions la plate-forme qui diffuserait le contenant de ces programmes, en direct, ou avec un montage des images. Nous pourrions aussi fournir des informations de base pour aider les journalistes et les producteurs à préparer et à monter leur sujet.



13.45 **Mr. Eric Fichtelius, ancien Producteur exécutif et rédacteur en chef de SVT 24 Direct (Suède), et Rapporteur de la Conférence de Genève** (original anglais. 5 parties)

La diffusion des travaux parlementaires est-elle d'intérêt public ? La réponse est oui. Absolument. Doit-elle être contrôlée par le parlement ou par un média indépendant ? Je conseillerais à tous les responsables de Parlement qui sont ici, d'écouter attentivement ce que vous disent tous les diffuseurs présents à cette conférence. Notre sentiment unanime est que nous croyons que les décisions doivent se prendre de façon indépendante au niveau éditorial, et que cela est bon pour tous. Il existe aujourd'hui dans le monde un milliard d'internautes et ce chiffre augmente tous les jours. Il y a dix ans, nous ne disposions d'aucune fréquence, et aujourd'hui nous avons toutes ces fréquences à disposition. L'internet nous ouvre des possibilités fantastiques et la distribution digitale, tant au niveau des émetteurs terrestre qu'au niveau des satellites, fait que nous disposons de beaucoup de plus de fréquences. Cela ouvre toutes grandes les portes du marché de la diffusion des activités politiques ou des activités parlementaires. Si vous associez la diffusion par internet avec des documentaires sur votre page d'accueil - comme le font le Parlement suédois et d'autres parlements - vous aurez un excellent outil politique pour les citoyens, avec des informations venant des parlements, de l'opposition, du gouvernement, sans oublier des documents de fonds, des dossiers concernant les votes - quelqu'un a mentionné cela aujourd'hui - des parlementaires, cela aurait vraiment un grand intérêt. Telles sont mes conclusions. Je suis fier de participer à un nouveau développement dans le domaine des médias et de la vie politique, où les citoyens sont de plus en plus concernés et participent davantage aux processus politiques. J'ai lu une étude allemande très intéressante qui expliquait pourquoi les gens n'aiment pas les politiciens. Un sondage a été réalisé sur la manière dont les politiciens étaient présentés à la télévision et il est apparu que lorsqu'un homme politique important s'exprimait avec sa propre voix et sous ses



propres traits, il inspirait plus de respect que quand ses propos étaient rapportés. Dans un système politique qui nous permet d'élire nos représentants, il faut que les politiciens soient respectés. Si en tant qu'organismes d'information nous pouvons apporter notre pierre à l'édifice, c'est une bonne chose. Merci.

16.36 Fin.

Modérateurs des panels:

M. Luis Rivas, Directeur de l'information et de l'antenne d'Euronews

Mme Esther Mamarbachi, Télévision suisse romande - TSR

Photos © Georges Cabrera, Genève

Cameraman: François Glatz